



HAL
open science

La pauvreté, à l'origine du Hirak ?

David Goeury

► **To cite this version:**

| David Goeury. La pauvreté, à l'origine du Hirak ?. 2019. hal-02426164

HAL Id: hal-02426164

<https://hal.science/hal-02426164>

Submitted on 1 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.


[Qui sommes nous ?](#)
[Blog](#)
[Encyclopédie politique](#)
[Publications](#)
[Données](#)
[Évènements](#)


TAFRA



L'hypothèse a souvent été de relier la pauvreté avec les mouvements sociaux.

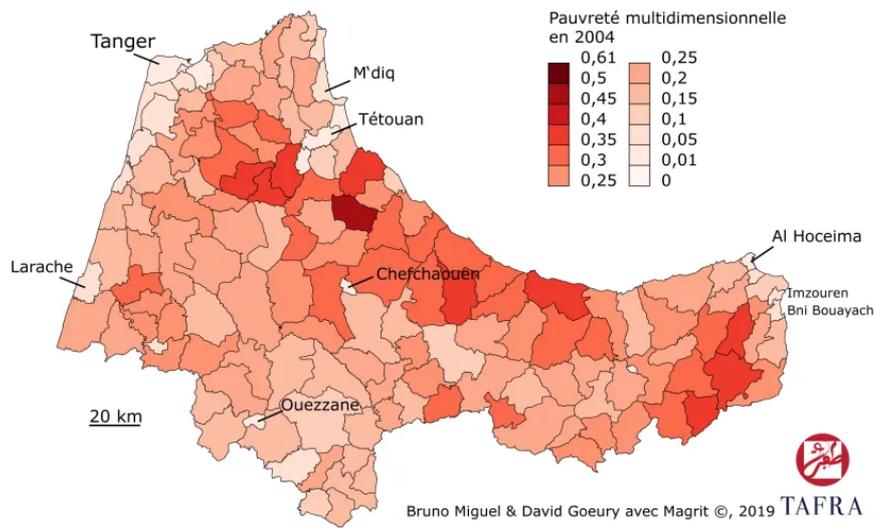
العربية (Arabe)

Dans ce travail cartographique, Tafra souhaite revenir sur le cas du mouvement Hirak à Al Hoceima, qui a débuté le 28 octobre 2016 et qui reste au cœur de l'actualité politique marocaine plus de deux ans après le début du mouvement.

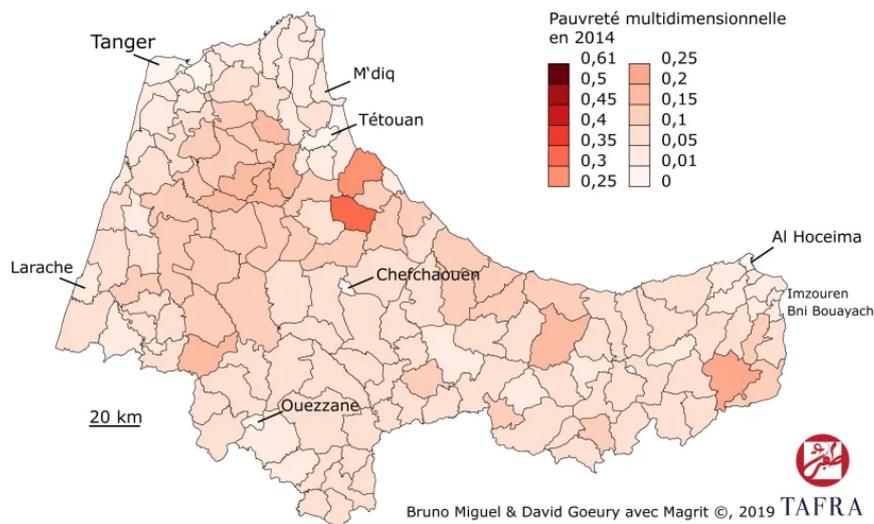
Le géographe [David Goeury](#) tente ici de mettre en lumière les enjeux socio-économiques sous-jacents, par le recours à des cartes de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Il mobilise deux modes de représentation : la carte des communes selon leur superficie et un cartogramme de ces mêmes communes pondérées selon leur poids démographique.

Depuis le tremblement de terre de 2004, un important recul de la pauvreté


[Qui sommes nous ?](#)
[Blog](#)
[Encyclopédie politique](#)
[Publications](#)
[Données](#)
[Évènements](#)

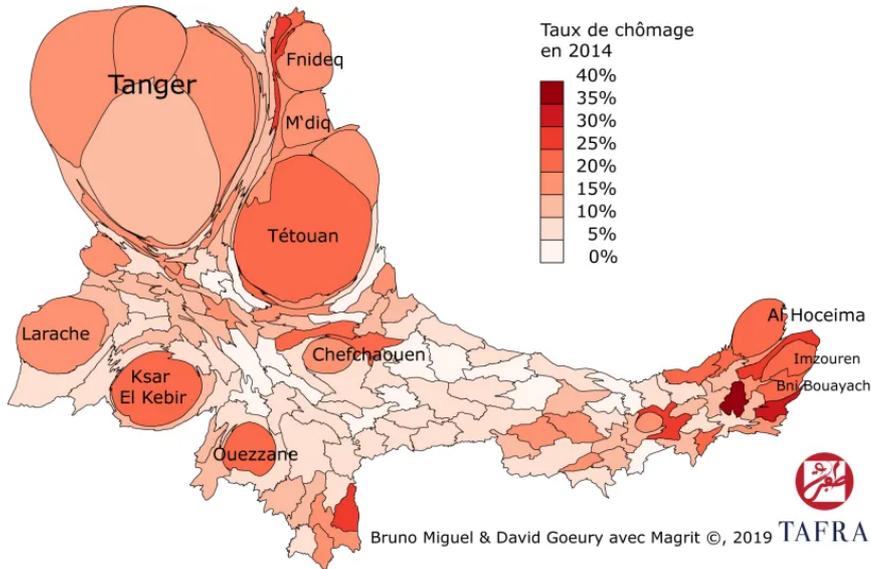
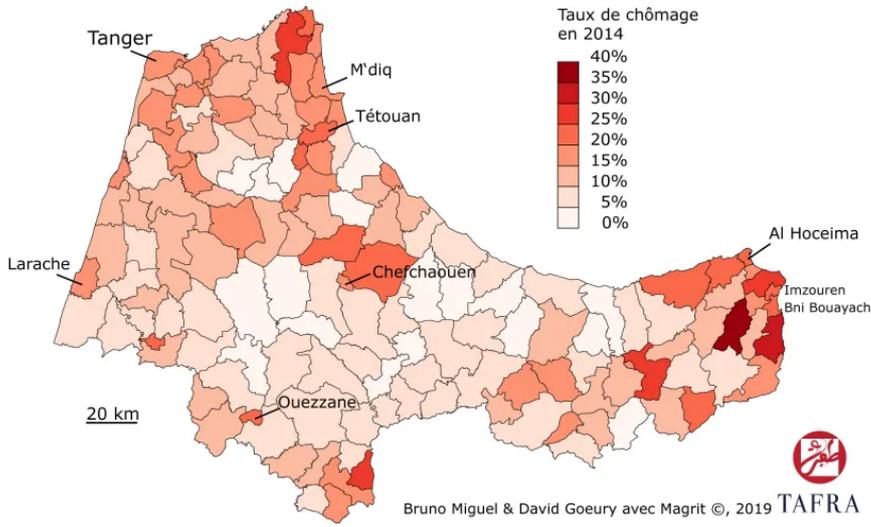



En 2004, la région de Tanger – Tétouan – Al Hoceïma présentait un taux de pauvreté parmi les plus élevés du Maroc (mesuré par l'Indice de pauvreté multidimensionnelle – IPM). La province d'Al Hoceïma comme celle de Chefchaouen étaient marquées par un retard important dans le déploiement des infrastructures et un niveau de vie inférieur à la moyenne marocaine. Ainsi, en 2004, l'IPM moyen des communes d'Al Hoceïma était de 22% contre 18,1% pour le reste du Maroc. Cependant, le séisme du 24 février 2004 a mis en avant la grande précarité qui touchait la province. Par conséquent, de très importants investissements ont été réalisés, à la fois dans les infrastructures, le logement mais aussi l'accès aux services de base comme la santé, notamment grâce à l'Initiative nationale pour le développement humain.

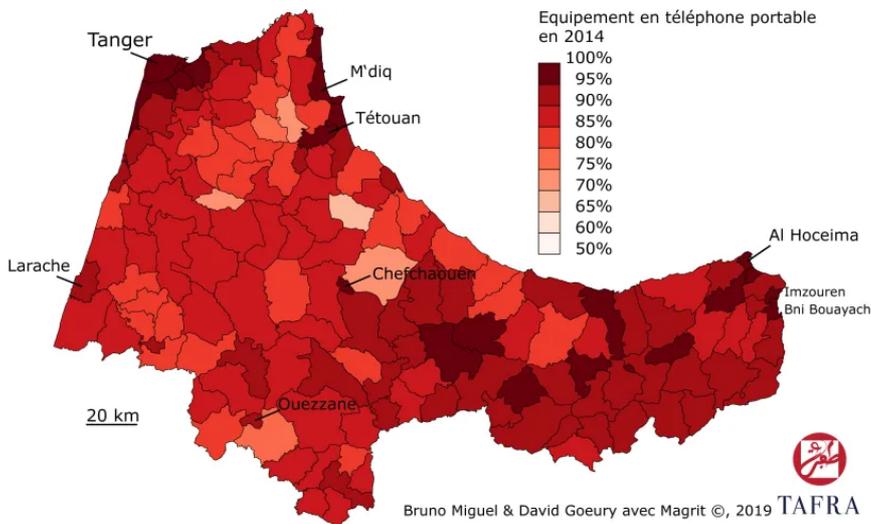


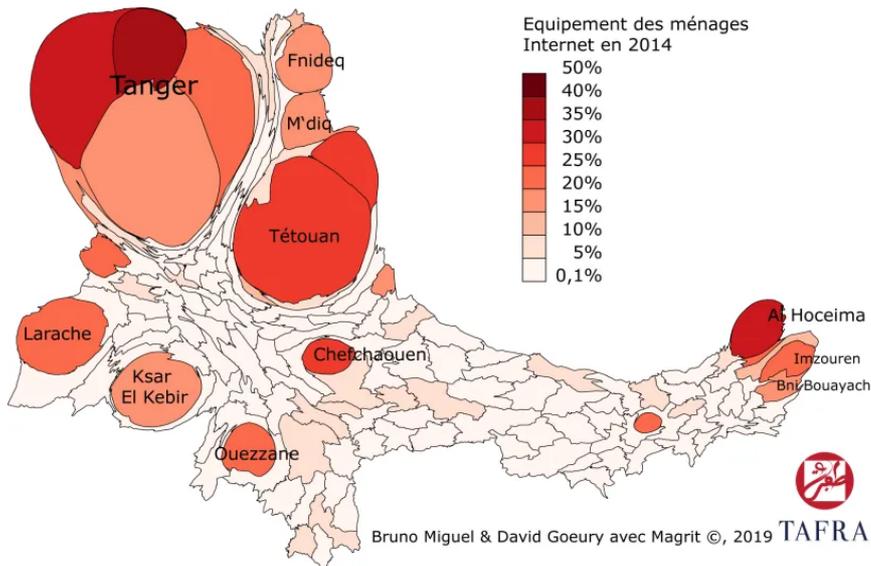
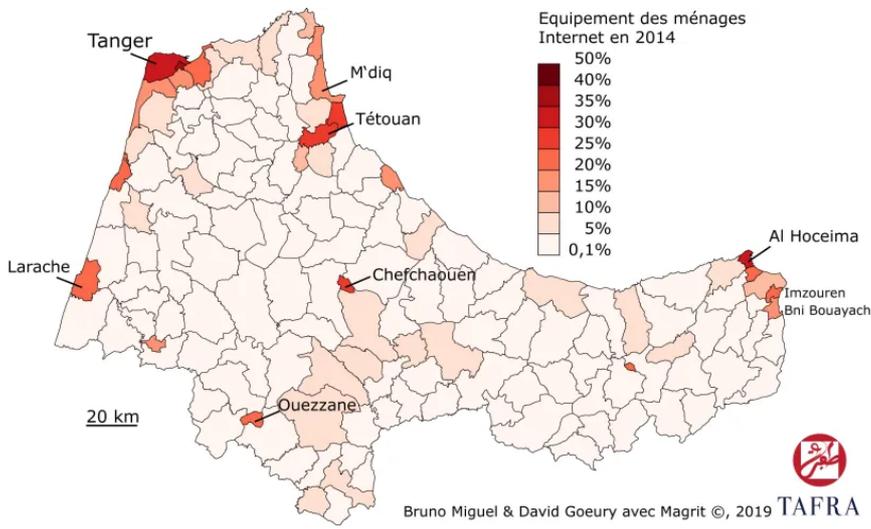
En 2014, l'indice de pauvreté multidimensionnelle a donc fortement baissé, les communes ont connu un réel rattrapage, ayant désormais un IPM moyen de 6% contre 7% pour le reste du Maroc. La ville d'Al Hoceïma et les communes attenantes d'Imzouren et de Bni Bouayach, figurent parmi les 10% des communes les moins pauvres du Maroc avec un IPM de 0,6%.

Or, la baisse drastique de la pauvreté n'a pas permis une amélioration généralisée des conditions de vie socioéconomiques. Bien au contraire, la ville d'Al Hoceïma et sa périphérie restent marquées par un très fort taux de chômage, qui dépasse les 21% et qui est largement supérieur à la moyenne régionale des communes, 12%.

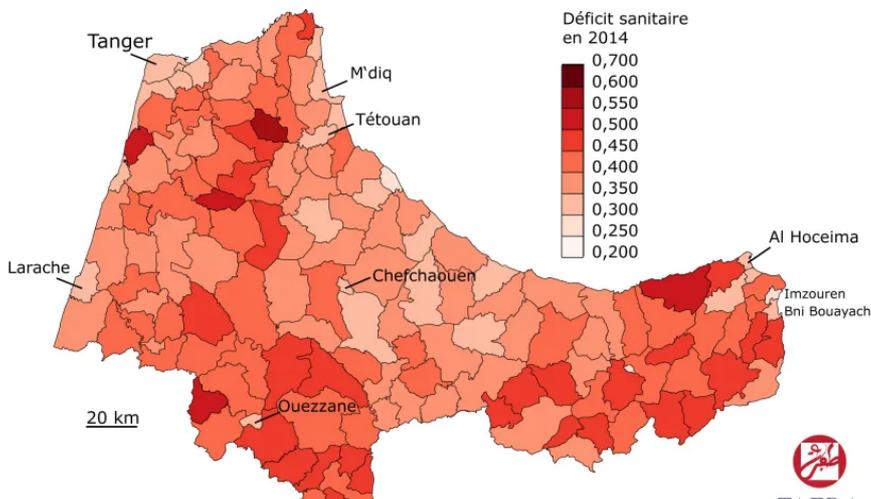


La ville d'Al Hoceima reste à l'écart de la dynamique économique régionale liée à un des plus faibles taux d'emploi dans le secteur privé, qui ne dépasse pas les 42% alors qu'il est à plus de 50% dans les autres villes de la région. Ainsi, les investissements publics n'ont pas eu d'effet de levier sur les investissements productifs privés. Par conséquent, les habitants et tout particulièrement les jeunes se retrouvent sans horizon, sans pour autant vivre dans le dénuement.





La reconstruction de la ville permet aux ménages de disposer de logements neufs et l'habitat informel est très faible, moins de 3%. Enfin, la baisse des prix des produits de consommation et notamment de la téléphonie a permis un taux d'équipement des ménages élevés, ainsi 96% des ménages d'Al Hoceima disposent d'un téléphone portable contre 88% en moyenne pour la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima. De même, le taux d'équipement des ménages d'Al Hoceima est parmi les plus élevés en ce qui concerne la connexion à Internet (3^e régional avec 34% des ménages) et les plus nombreux à posséder un ordinateur personnel (2^e régional avec 40% des ménages).



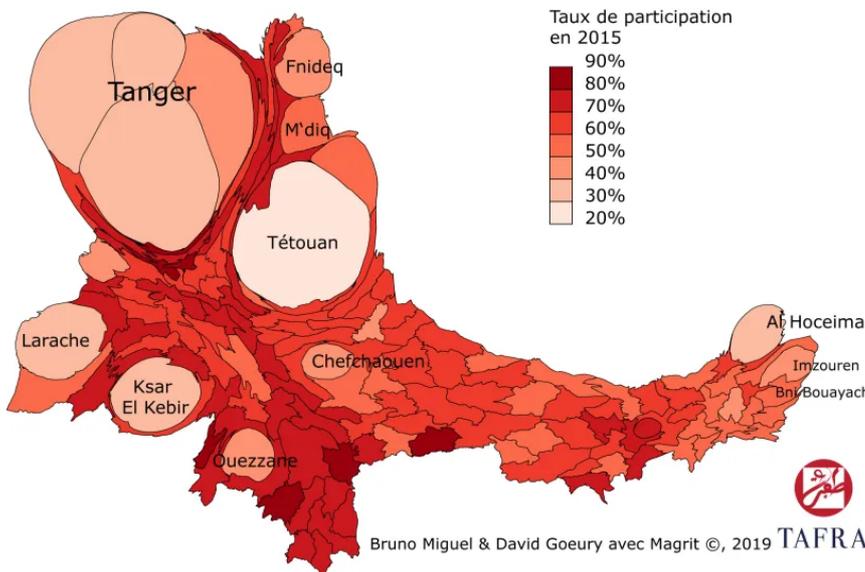
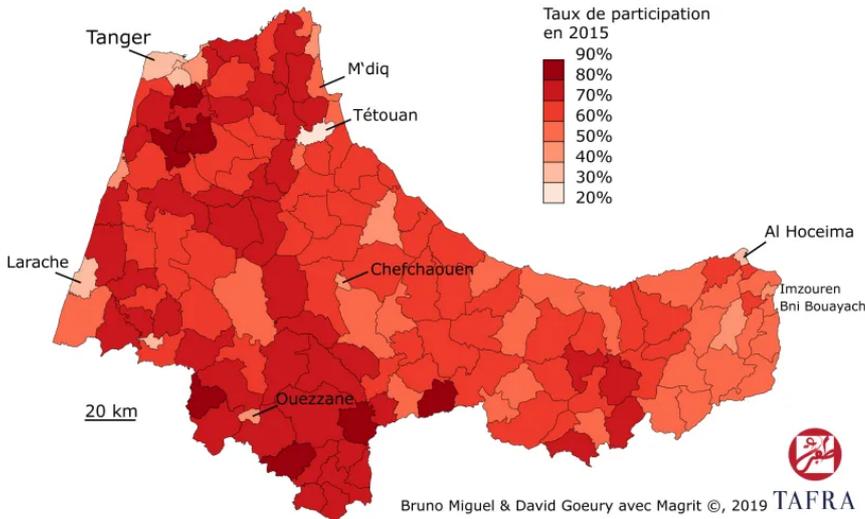
cependant, il faut souligner la persistance d'un déficit important d'accès aux services de santé en milieu rural dans des communes proches de la ville. Ce déploiement inachevé des services publics maintient un sentiment d'injustice

territoriale par effet de solidarité avec les communes de montagne.

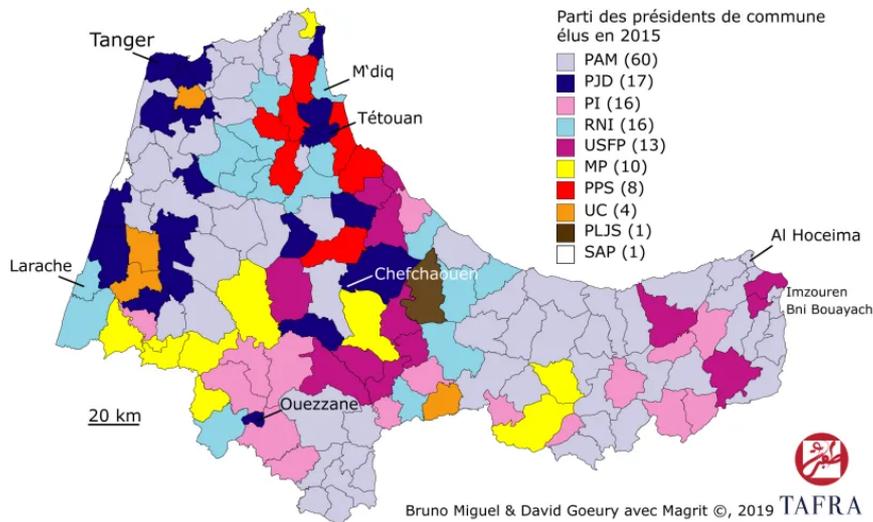
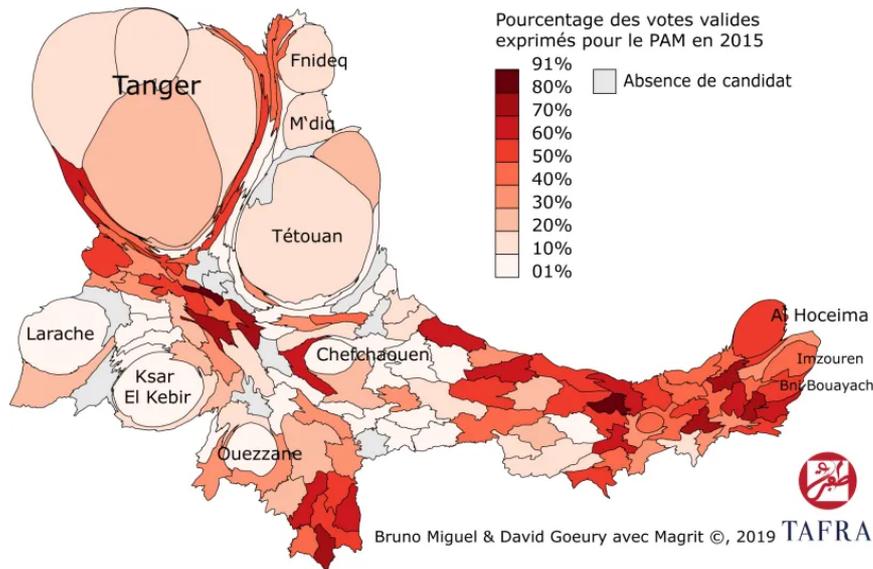
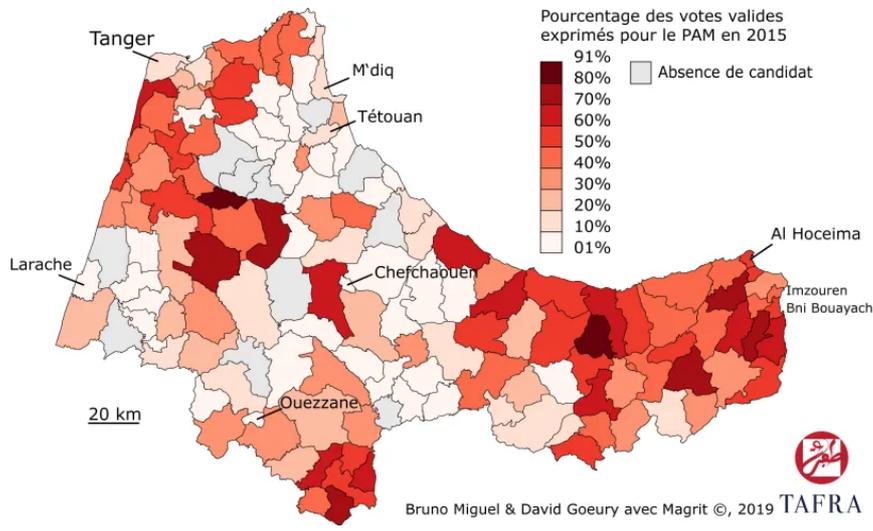
Des mobilisations sociales récurrentes dans un contexte d'abstention électorale et de monopole du PAM

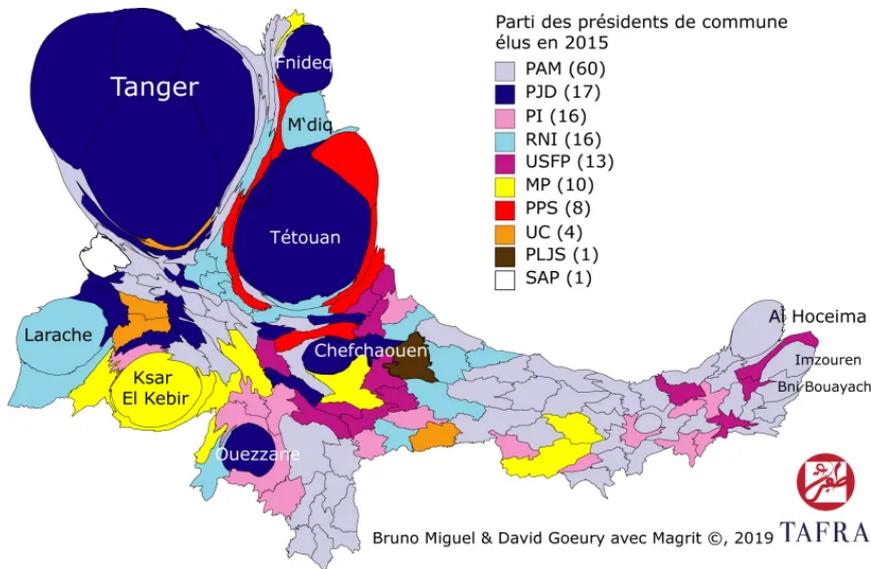
En 2011, la province d'Al Hoceima a été l'une des plus mobilisées lors du 20-Février, amenant à d'importants débordements attestant de la force **des dynamiques contestataires**. Ces manifestations de 2011 ont été prolongées par un taux de participation faible aux **élections législatives de 2011**, de 37% qui est le 12^e plus faible du pays.

Le Parti Authenticité et Modernité (PAM), proche de la monarchie et fortement vilipendé par les manifestants, arrive tout de même en tête des élections avec 28% des 57 686 suffrages valides soit 16 484 voix devant l'Istiqlal (12 426 voix), le Mouvement populaire (9 613 voix) et l'USFP (5 584 voix).



Quatre ans plus tard, aux élections communales et régionales du 4 septembre 2015, le taux de participation progresse fortement avec un quasi doublement des suffrages valides (100 439) pour la province d'Al Hoceima par exemple, mais il est resté inférieur à 50% dans plusieurs communes de la région de Tanger – Tétouan – Al Hoceima, et tout particulièrement dans les plus grandes villes. Ainsi, dans la ville d'Al Hoceima, seulement 31% des inscrits ont participé aux élections contre 60% en moyenne dans les autres communes de la province, c'est le plus faible taux de participation de la province suivi par Imzouren, 44%. Ce taux de participation est aussi le 15^e taux le plus faible de toutes les communes du





Cependant, le Parti Authenticité et Modernité (PAM), proche de la monarchie arrive largement en tête dans 25 des 33 communes, dépassant en moyenne 46% des votes valides. Il obtient 23 présidences dont celles d'Al Hoceïma et d'Imzouren. En effet, Ilyas El Omari qui est originaire de la province a mené une campagne électorale très intense en se présentant lui-même dans la commune rurale de Nekkour (8963 habitants en 2014) afin de briguer la présidence du conseil régional. Il a réussi à mobiliser 44 766 électeurs, multipliant par trois l'audience du parti, en s'appuyant avant tout sur des communes rurales où la participation est élevée et où le PAM peut dépasser 60% des suffrages valides. Le PAM contrôle alors le conseil provincial. De plus, grâce aux voix de la province d'Al Hoceïma, il devance le PJD et obtient la présidence de la région de Tanger – Tétouan – Al Hoceïma grâce au soutien des élus du MP et du RNI.^[1]

Le 17 octobre 2015, la province bénéficie d'un très important programme de développement lancé par le roi Mohammed VI, *Al-Hoceïma, Manarat Al Moutawassit*. 6,5 milliards de dirhams sont mobilisés pour doter la province et surtout la ville d'Al Hoceïma de grands équipements à même de renforcer son attractivité.

En janvier 2016, les succès politiques d'Ilyas El Omari lui permettent de devenir le secrétaire général du PAM afin de préparer les élections législatives du 7 octobre 2016. Or, la participation baisse de 21% à l'échelle provinciale, le nombre de votes valides passant de 100 439 à 79 728 en 2016. Cependant, le PAM est proportionnellement moins affecté par cette dynamique, ne perdant que 8% de son électorat de 2015, ce qui lui permet d'obtenir plus de 52% des suffrages valides réalisant dans la province sa deuxième meilleure performance à l'échelle nationale. Par conséquent, le monopole électoral du PAM se fait dans un contexte d'abstention croissante.^[2]

Le 28 octobre 2016, moins de trois semaines après, le poissonnier Mohcine Fikri meurt écrasé par le mécanisme de compactage d'un camion-benne à Al-Hoceïma, alors qu'il manifestait contre la confiscation de sa marchandise – de l'espadon – qu'il avait sorti illégalement du port. La violence des images génère une vague d'indignation et de manifestations dans la nuit du 29 octobre. Ces manifestations se poursuivent pour devenir le « Hirak » afin de dénoncer les retards nombreux dans les projets d'infrastructures, notamment routières (l'axe Taza- Al Hoceïma est toujours en travaux), mais aussi les dysfonctionnements du système hospitalier, l'absence d'université et finalement l'absence d'opportunités réelles pour les jeunes, condamnés soit à l'émigration ou aux activités informelles, voire clandestines et illégales.

Le 26 mars 2017, le mouvement gagne les communes d'Imzouren et de Bni Bouayach où des affrontements ont lieu avec les forces de l'ordre. Les tensions montent entre les manifestants et les autorités alors que le mouvement est abondamment relayé sur les réseaux sociaux via des médias locaux. La mobilisation des habitants se renforce tout au

nombreuses figures emblématiques du mouvement et tout particulièrement de Hassan, Ezziar le 30 mai, suite à une interruption du prêche du vendredi 26 mai à la mosquée Mohammed V d'Al Hoceïma, n'essouffle pas le mouvement. Ce

dernier acquiert un soutien croissant dans le reste du pays et une grande marche est organisée à Rabat en soutien au Hirak, le 11 juin. Seules les arrestations massives, surtout après les heurts du 20 juillet, amènent à un ralentissement des mobilisations.

Conclusion

En conclusion, le mouvement Hirak d'Al Hoceima s'inscrit dans des dynamiques sociales et politiques complexes. Premièrement, la réduction de la pauvreté et le déploiement des infrastructures n'ont pas permis une dynamique économique créatrice d'emplois. En revanche, elle a assuré un accès massif aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (portable, ordinateur et Internet). Ces dernières deviennent les relais principaux de l'expression politique permettant d'organiser de larges manifestations en 2011, 2016 et 2017 puis de diffuser à l'échelle nationale les revendications locales.

Or, par les réseaux sociaux, les citoyens s'émancipent des structures d'encadrement politiques classiques et tout particulièrement des représentants élus. Ainsi, il est possible d'observer que plus les citoyens sont connectés, plus le taux d'abstention aux élections est élevé. Par conséquent, même si un parti comme le PAM obtient un quasi-monopole politique suite aux élections de 2015 et de 2016, les élus disposent d'une légitimité de plus en plus faible car ils sont soutenus par un groupe restreint de citoyens.

Malgré les projets réalisés et les annonces de projets encore plus ambitieux, ces derniers apparaissent comme incapables de répondre aux attentes profondes des citoyens : l'accès à des emplois de qualité et des services publics efficaces. Les citoyens se mobilisent alors pour interpeller directement le gouvernement, accentuant le discrédit des élus locaux et des processus électoraux.

[1] Association TAFRA (2017) – La responsabilité des élus Dans le cadre de la régionalisation avancée. P. 30

[2] *Ibid.*, p. 59

#David Goeury #Maroc #Mouvements sociaux #Pauvreté #Tafra #Taux d'abstention #Taux d'équipement des ménages



Jerada, l'impossible vie après la mine.



En savoir plus

Nous suivre



Qui sommes nous ? ▾

Blog ▾

Encyclopédie politique ▾

Publications

Données

Évènements ▾



TAFRA est un centre de recherche créé en 2014 à Rabat, Maroc. Sa mission est d'améliorer la compréhension des institutions marocaines pour participer à la consolidation de l'Etat de droit au Maroc.

[Mission](#)[Email](#)[S'abonner](#)[L'équipe](#)[Nos partenaires](#)[Nous rejoindre](#)[Nous contacter](#)
